

AUTRICHE

Le PIB par habitant est élevé, mais le retard se creuse par rapport aux pays les plus performants. Il tient à une productivité relativement faible et au bas niveau des taux d'emploi pour les travailleurs âgés.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire les obstacles à l'entrée dans les industries de réseau

Les tarifs élevés d'accès aux réseaux et les participations publiques qui subsistent dans les industries de réseau empêchent une plus vive concurrence et contribuent à des prix élevés.

Mesures prises : Les tarifs d'accès aux réseaux ont été réduits, mais ils restent élevés.

Recommandations : Faciliter l'accès de nouveaux entrants aux réseaux en diminuant davantage les tarifs d'accès et les subventions croisées qui subsistent. Assouplir les restrictions aux prises de participation, qui créent de fortes barrières à l'entrée à divers stades de la production et de la distribution d'électricité. Privatiser totalement les secteurs des télécommunications et de l'électricité.

Alléger l'impôt implicite sur la poursuite de l'activité à un âge avancé

La forte taxation implicite sur la poursuite de l'activité à un âge avancé encourage la retraite anticipée et réduit les taux d'activité.

Mesures prises : La loi générale de 2004 sur les retraites s'est appuyée sur les réformes antérieures, mais a aussi rétabli les possibilités de retraite anticipée à 62 ans avec au moins 37.5 années de cotisations et introduit un nouveau régime de retraite anticipée pour les travailleurs ayant exercé un emploi pénible.

Recommandations : Faire en sorte que la pension de vieillesse soit davantage actuariellement neutre autour de l'âge légal de la retraite. Au minimum, revoir le régime des travailleurs ayant exercé un emploi pénible afin de durcir les conditions d'ouverture des droits et veiller à une stricte application à tous les niveaux d'administration. Continuer d'harmoniser les régimes de retraite du secteur public avec ceux du secteur privé. Mettre fin aux allocations chômage plus élevées pour les travailleurs âgés sans emploi et éliminer les aides pour l'emploi de travailleurs âgés à temps partiel.

Améliorer les taux d'obtention d'un diplôme dans l'enseignement supérieur

La proportion de la population active titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur est faible et certains programmes d'enseignement professionnel et d'enseignement supérieur restent d'une qualité inférieure à la normale. Cela freine la croissance de la productivité et l'innovation.

Mesures prises : Une réforme universitaire a été mise en place; elle établit un lien entre une partie des financements publics et des indicateurs de performance.

Recommandations : Renforcer le système de financement fondé sur les résultats dans l'enseignement supérieur. Il faudrait en outre relever les frais d'inscription, en mettant en œuvre un dispositif de prêts dont le remboursement après les études dépendrait de la situation financière des intéressés.

Autres grandes priorités

- Améliorer l'incitation au travail et l'esprit d'entreprise en réduisant les taux marginaux de l'impôt sur le revenu et en élargissant l'assiette de cet impôt en diminuant les abattements et les déductions.
- Les réglementations restrictives restent fréquentes dans les services, ce qui limite la concurrence et contribue à une faible croissance de la productivité. Il faudrait réduire l'autoréglementation et la réglementation publique dans les professions commerciales, artisanales et libérales. Il faudrait mettre fin pour les professions libérales à l'obligation d'adhérer à une chambre professionnelle. Il faudrait libéraliser davantage les heures d'ouverture des magasins.